

Le collège : La persévérance dans l'erreur

Pierre Frackowiak

Tout le monde semble s'intéresser enfin au collège : le HCE, l'institut Montaigne, le PS, l'UMP, les syndicats d'enseignants, le cercle A. Savary, les journalistes spécialisés, les sites et les blogs, etc. Certains ont cru percevoir dans ce phénomène nouveau un frémissement, une prise de conscience de la gravité de la situation, une volonté de remise en cause de l'organisation et du fonctionnement du système éducatif, une exigence de vraie réforme fondamentale. Le fait est que l'ennui alarmant des élèves, le malaise et les difficultés croissantes des enseignants, l'échec persistant de la liaison école/collège, la baisse des résultats ne pouvaient pas rester plus longtemps dissimulés ou ignorés. Le système n'est jamais parvenu à surmonter l'erreur historique, dramatique, du choix de la généralisation du petit lycée napoléonien, réservé à une élite, à l'ensemble des élèves entrant en 6^{ème} avec le collège unique et la massification de l'accès au second degré, plutôt que le choix de « l'école fondamentale » qui avait été proposé par la FEN (Fédération de l'Education Nationale) avant sa disparition. Certes, dans le cadre des lois, règlements et instructions en vigueur, des équipes d'enseignants volontaristes, le plus souvent animées pas des militants des mouvements pédagogiques (CRAP, GFEN, ICEM Freinet), sont parvenues à mettre ne œuvre et à réussir de beaux projets malgré tous les obstacles, mais ces réussites, reposant sur des individus ou sur des groupes informels, ne pouvaient être qu'éphémères, soumises aux aléas des affectations et des engagements personnels des enseignants. On trouve cependant dans les expériences réalisées à la fois des pistes à exploiter dans des contextes nouveaux et des raisons d'espérer. Le cas, devenu justement célèbre, du collège Clithène décrit par Luc Cédelle dans son livre « Un plaisir de collège¹ » illustre bien les possibilités de « faire le collège autrement » malgré l'impasse qui est faite sur la rupture école/collège et qui est un des problèmes clés à régler dans une éventuelle vraie réforme.

Ce frémissement vient malheureusement d'être fortement mis à mal par la proposition de J-F Copé de rétablir la sélection à l'entrée en 6^{ème} avec un examen voire, pourquoi pas, un concours. On fera porter alors officiellement, toute la responsabilité de la réussite scolaire sur l'école primaire² qui se verra l'objet d'une pression insupportable et sur les élèves qui sont coupables de ne pas travailler suffisamment. Cette annonce s'inscrit parfaitement dans le processus de destruction de l'école engagé avec détermination depuis 2007 : nouveaux vieux programmes, évaluationnisme, aide individualisée sur le modèle illusoire « panne/réparation », pilotage par les résultats, suppression de la formation des enseignants, autoritarisme, etc. Et on observe malheureusement que la proposition qui sera sans doute adoptée par l'UMP, recueille l'approbation d'un François Bayrou qui en revendique même la paternité et celle de conservateurs de gauche prêts à recréer les filières ségréguées d'avant les années 70.

L'horizon apparaît donc très obscurci et très inquiétant.

Il l'est d'autant plus que les projets alternatifs en cours d'élaboration demeurent bien timorés par rapport à la gravité de la situation et à l'importance des enjeux.

Même quand ils se recommandent des différents rapports convergents évoqués en introduction, même quand ils sont partiellement ou largement inspirés par des mouvements pédagogiques, ils fuient toujours au moins deux problèmes dont la résolution est pourtant déterminante : le problème des structures et de leur animation et le problème des contenus, c'est-à-dire des programmes et de la réalité des savoirs scolaires.

On ne pourra rien changer en réalité si l'on ne traite pas le problème des structures. Le maintien envers et contre tout de ce fameux petit lycée napoléonien à partir de la sixième sera toujours un obstacle à tout progrès. On s'ingénie à inventer des dispositifs et à multiplier les incantations pour assurer une meilleure continuité école / collège, alors que l'on sait parfaitement que tous les essais, hors les exceptions qui confirment la règle, ont été et sont infructueux. L'échec est tellement patent que même des militants qui avaient porté des banderoles pour la suppression des filières³ seraient prêts à en porter pour leur rétablissement. Les experts les plus audacieux ont pu proposer l'intégration de la 6^{ème} au cycle 3 (CE2, CM1, CM2, 6^{ème}), les plus pragmatiques proposent l'intervention des professeurs d'école au collège pour la prise en charge du soutien aux élèves en difficulté, les plus prudents renouvellent les incantations et certifient que tout sera fait pour multiplier les passerelles et les échanges sans dire comment.

Il faudra bien créer l'école fondamentale, l'école du ou d'un socle commun, un établissement pour l'enseignement obligatoire de 3 à 16 ans avec un projet commun, un véritable travail d'équipe... ce qui impliquera une direction pour l'ensemble des établissements d'un secteur, avec des coordonnateurs et des instances nouvelles de gestion et de régulation, avec un corps spécifique d'inspecteurs de l'enseignement obligatoire aux missions diversifiées chargé d'accompagner les transformations plutôt que de juger et de contrôler, avec de la souplesse et de l'imagination, avec de la confiance en l'intelligence des enseignants. Certes les changements en conséquence d'une telle transformation impliqueront des précautions quant au danger de créer des corps et des sous-corps de petits-chefs, une modification du rôle des collectivités territoriales, une nouvelle réflexion sur les nominations et le paritarisme, une transformation progressive des missions des enseignants, etc. Une campagne d'information sérieuse⁴ de l'ensemble des citoyens tous concernés par le projet éducatif de la Nation et une campagne, bien pensée au titre d'une pédagogie de la réforme, de mobilisation des acteurs de l'éducation seront indispensables.

Tout étant lié en matière d'éducation, on ne pourra rien changer si l'on ne traite pas le problème des programmes. Edgar Morin, avec ses sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur, Jacques Delors, avec ses quatre piliers (apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être, apprendre à vivre ensemble) André Giordan avec son exigence de transversalité, Philippe Meirieu avec sa rigueur pour les finalités et plus d'autonomie pour les contenus s'associent depuis longtemps aux élèves qui ne comprennent pas le sens des savoirs scolaires, qui ne les relient pas aux savoirs qu'ils accumulent hors l'école, qui s'ennuient et posent des problèmes insurmontables aux enseignants, qui sont malheureux de se sentir en échec avec des évaluations qui n'en sont pas et qui sont toujours fondées sur une approche négative. La persistance du choix multiséculaire des disciplines scolaires cloisonnées, sédimentées par niveaux, sans rapport facilement perceptible avec les savoirs sociaux et avec les compétences nécessaires pour vivre aujourd'hui et demain, explose aujourd'hui et ne résistera pas longtemps encore. La remise en cause du poids des disciplines et de la didactique, inscrite dans une vision prospective partagée, doit faire l'objet d'une réflexion urgente. On ne peut pas laisser penser que plus les élèves sont intelligents, plus ils savent de choses et plus il faudrait leur imposer des choses bêtes et mécaniques sans le moindre sens, au nom de vagues préalables, prérequis ou prétendus fondamentaux. Avec le changement de programmes et de socle, on remettra en chantier la question du

temps scolaire, notamment le problème du découpage de la journée en courtes heures de cours où l'on n'a jamais le temps de commencer et encore moins de finir. On remettra également en chantier le problème de l'évaluation en le traitant pour l'ensemble de la scolarité obligatoire.

La grande difficulté pour avancer dans ces domaines dont chacun sent bien qu'ils s'inscrivent dans l'exigence de faire du neuf et de cesser de bricoler, de faire preuve de courage et de surmonter la frilosité et la nostalgie, c'est que le système tel qu'il fonctionne et dysfonctionne a réussi aux décideurs et que l'on a une tendance naturelle à penser que ce qui a réussi pour nous hier et avant-hier doit réussir pour les autres demain et après-demain, qu'il suffit de coloriser, d'aménager, de financer des ordinateurs et des TBI, de moderniser en surface sans changer au fond, de renforcer l'autoritarisme et les sanctions. De même, les élites du pays, qui pèsent naturellement sur les décideurs, sont tous de culture d'origine très disciplinaire et souvent solidaires.

Le discours facile « il faut les élèves soient obéissants et travaillent plus », la transformation des victimes en coupables, le conservatisme ravageur ne peuvent que sauver quelques apparences. Ils ne pourront, hélas, empêcher la catastrophe annoncée.

Pierre Frackowiak

Co-auteur avec Philippe Meirieu de "L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société?". Editions de l'Aube. Mai 2008. Réédition en format de poche, octobre 2009

Auteur de "Pour une école du futur. Du neuf et du courage." Préface de Philippe Meirieu. Editions La chronique sociale. Lyon. Septembre 2009

Auteur de « La place de l'élève à l'école ». A paraître prochainement. Editions La chronique sociale. Lyon

¹ Editions du Seuil. 2008.

² Au nom des sacrés « fondamentaux » mécaniques

³ Cycle long, cycle court et cycle transition/pratique. Ségrégation et élitisme garantis

⁴ Trop de médias et de responsables politiques jouent de la démagogie et de la nostalgie d'un âge d'or qui n'a jamais existé